

Quand l'Inspection Générale de l'Administration condamne la RGPP

Le rapport de l'Inspection Générale de l'Administration de l'Éducation nationale de juillet, sous titré « **synthèse des notes des correspondants académiques relatives à la préparation de la rentrée scolaire 2010** » est révélateur de la situation.

De la même façon, la démission de 20 membres sur 36 du jury du CAPES de lettres classiques pour protester contre la réforme des concours d'enseignement montre les craquements qui atteignent désormais les cadres chargés de mettre en œuvre la politique de la Révision Générale des Politiques Publiques.

Revenons en au rapport qui épargne la rentrée 2010 pour mieux souligner « *des restrictions budgétaires qui vont créer des tensions et préparent assez peu l'avenir* »

C'est bien de l'avenir du service public d'éducation dont il s'agit :

4000 suppressions de postes dans les services administratifs de l'Éducation nationale entre 2006 et 2010 d'après les documents budgétaires 2010 de Bercy. Les inspections académiques sont vidées de leurs personnels en attendant d'être supprimées (dans un premier temps dans les départements siège de rectorat).

C'est la mission de service public qui est visée, et c'est aussi la volonté de privatiser la gestion des personnels, des élèves.

Quelle évolution des effectifs ?

Depuis 2000, la remontée des naissances à plus de 800 000 par an (qui contredit le « déficit démographique » sur lequel certains voudraient s'appuyer pour justifier une contre-réforme des retraites) s'est traduite par une augmentation des élèves en maternelle, primaire et bientôt au collège : les enfants nés en 2000 auront 11 ans en 2011 et cela le gouvernement ne pourra pas le nier.

Le rapport de l'IGAEN pointe d'ailleurs une première remontée de 25 000 élèves avec 3000 enseignants en moins.

Préparer l'avenir, c'est préparer l'avenir des nouvelles générations en terme de scolarité dans de bonnes conditions pour assurer la présence de millions de travailleurs, cadres, techniciens dont le pays a besoin dans 5, 10, 15 ans.

La RGPP tourne le dos aux besoins réels des services publics : ce sont des années catastrophiques qui se préparent si rien n'est fait pour arrêter la saignée des postes au moment où le gouvernement prévoit de supprimer 100 000 nouveaux postes de fonctionnaires en 3 ans dont la moitié à l'Éducation nationale au moment où les effectifs augmentent !

La RGPP prépare des fusions d'EPL pour accompagner 50 000 suppression d'enseignants donc remettre en cause l'enseignement ; les 3000 postes supprimés depuis 5 ans en EPLE ne suffisent plus.

UN PLAN pour RENVERSER L'administration de l'Éducation nationale

Dans la construction de l'administration scolaire et universitaire (les années 60 et suivantes), la nationalisation des Collèges d'enseignement Généraux et des Collèges d'enseignement Technique s'accompagnait du développement de services d'Etat dans les Lycées Collèges, inspection académiques, rectorat responsable d'une mission de service public.

La seule gestion des personnels premier et second degré (plus de 800 000 enseignants) représente un travail administratif considérable.

Les nouvelles applications informatiques (I-PROOF par exemple) s'accompagne d'une sous administration : on demande aux personnels enseignants de vérifier eux mêmes les éléments de carrière, d'ancienneté, de promotion etc.... EN LES RENDANT RESPONSABLES des oublis, manques.

Demain ce sera le tour de 8 millions d'élèves : demandera-t-on aux parents de vérifier sur une base élève les bons renseignements sur la scolarité de leurs enfants, leurs qualités de boursiers **en rendant responsables les familles des oublis ?**

C'est donc un renversement de l'administration auquel nous assistons si nous ne prenons pas garde.

Ceux qui ont pris la responsabilité des suppressions de postes, les gouvernements depuis 2003, mais aussi les cosignataires d'accords « primes contre suppressions de postes », ont mis en danger le fonctionnement du service public.

Il y a aujourd'hui près d'un million de fonctionnaires de l'Éducation nationale (987 000 dit l'édition 2010 repères et références statistiques) qui sont les premiers défenseurs du service public d'éducation. Le SNASUB prendra toute sa place pour assumer ses responsabilités avec la FSU.

Jacques Aurigny

